

Maître d'ouvrage C.H Epernay	137 rue de l'hôpital 51200 Epernay	tél. 03 26 69 70 00
Conduite d'Opérations	137 rue de l'hôpital 51200 Epernay	e-mail : mikael.paramanoff@ch-epernay.fr
Maitrise d'œuvre	137 rue de l'hôpital 51200 Epernay	tél. 06 86 03 80 63 e-mail : mikael.paramanoff@ch-epernay.fr
Coordination SSI ASSIUM	25 rue de la Hayette 51100 ISLES SUR SUIPPES	tél. 06.51.40.93.10 e-mail : contact@assium.fr
Bureau de contrôle VERITAS	54 rue René CASSIN 51430 BEZANNES	tél. 03 26 05 15 25 06 74 78 62 76 e-mail : charlotte.thierry@bureauveritas.com

Note d'Organisation du chantier

0	23/12/2024	Edition initiale IND 0	M PARAMANOFF	

S O M M A I R E

CHAPITRE 1 - PRESENTATION DU PROJET ET DU SITE	4
1.1 - OBJET DU DOCUMENT	4
1.2 - PRESENTATION ET HISTORIQUE DE L'OPERATION.....	4
1.2.1 - Le site.....	4
1.2.2 - Reportage photographique	4
1.3 - FORME DE MARCHÉ.....	5
1.4 - PLANNING DE L'OPERATION	5
 CHAPITRE 2 - PRINCIPE D'ORGANISATION DE CHANTIER.....	6
2.1 - PRESENTATION DE L'ORGANISATION PREVUE	6
2.1.1 - Principes pendant la durée de l'opération :	6
2.1.2 - Principes d'installation de chantier :	6
2.1.3 - Points particuliers :.....	6
2.2 - PRINCIPE D'AFFECTATION DES DEPENSES D'INTERET COMMUN.....	7
2.2.1 - Principe général :	7
2.2.2 - Gestion du compte prorata :	7
2.3 - REGLES COMMUNES	7
2.3.1 - Horaires.....	7
2.3.2 - Astreinte	8
2.3.3 - Comportement	8
2.3.4 - Utilisation des installations techniques définitives	8
2.3.5 - Différés de structures et de maçonnerie	8
2.3.6 - Protection des ouvrages	8
2.3.7 - Gestion des nuisances.....	9
2.3.8 - Sécurité incendie :	9
2.3.9 - Consignation des réseaux.	9
2.3.10 - Mesures particulières	9
2.3.11 - Zones de stockage.....	10
2.3.12 - Sous-traitance	11
2.3.13 - Emploi de personnel provenant de société d'intérimaires	11
2.3.14 - Présence de l'encadrement	11
2.3.15 - Réunions, visite de chantier, état des lieux	11
2.3.16 - Langue utilisée	12
 CHAPITRE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE PAR L'ENTREPRISE.....	13
3.1 - GENERALITES.....	13
3.1.1 - Objet.....	13
3.1.2 - Plans et documents joints au présent dossier.	13
Rappel de la réglementation	14
3.1.3 - Etudes et notes de calcul.	14
3.1.4 - Etablissement du DOE – CHARTE GRAPHIQUE	14

3.1.5 - Ouvrages existants et avoisinants	16
3.2 - EMPRISE DE CHANTIER	16
3.2.1 - Clôture et portails	16
3.2.2 - Panneaux de chantier	16
3.3 - ACCES AU CHANTIER.....	17
3.3.1 - Accès au chantier	17
3.3.2 - Accès personnel piéton.....	17
3.3.3 - Parking de chantier	17
3.3.4 - Signalétique de chantier :	18
3.4 - SECURITE.....	18
3.4.1 - Protections collectives	18
3.4.2 - Sécurité incendie	19
3.5 - BASE-VIE ET INSTALLATIONS SANITAIRES.....	19
3.5.1 - Localisation et principe des cantonnements.....	19
3.5.2 - Cantonnement des compagnons	20
3.5.3 - Bureaux de chantier	21
3.5.4 - Sanitaires de chantier	22
3.6 - CONTROLE D'ACCES	23
3.6.1 - Principe	23
3.6.2 - Gardiennage	23
3.7 - LOGISTIQUE ET HOMME TRAFIC.....	23
3.7.1 - Organisation des livraisons :	23
3.8 - ENGIN DE LEVAGE.....	23
3.8.1 - Généralités.....	23
3.8.2 - Autres moyens de manutention	24
3.9 - RESEAUX DE CHANTIER	25
3.9.1 - Dispositions générales	25
3.9.2 - Alimentation en eau :	27
3.9.3 - Réseaux d'évacuation :	27
3.9.4 - Air comprimé	28
3.9.5 - Téléphone et Internet.....	28
3.10 - DECHETS – NETTOYAGE –AIRES DE LAVAGE.....	28
3.10.1 - Principe général :	28
3.10.2 - Evacuation des déchets :	29
3.10.3 - Nettoyage extérieur :	29
3.10.4 - Nettoyage intérieur :	29
3.10.5 - Nettoyages spécifiques :	30
3.10.6 - Nettoyage complémentaire :	30
3.10.7 - Nettoyage de fin de chantier	30
3.11 - DISPOSITIONS PROVISOIRES	31
3.11.1 - Gestion des clefs / Fermeture provisoire des locaux	31
3.12 - POINT DIVERS :	31
3.12.1 - EPI pour l'équipe de MOA, BCT et visiteurs,	31

CHAPITRE 1 - PRESENTATION DU PROJET ET DU SITE

1.1 - Objet du document

La présente note d'organisation a pour objectif de définir les conditions d'accès et d'intervention au sein du centre hospitalier AUBAN MOËT D'EPERNAY dans le cadre des **travaux prévus dans l'école IFSI/IFAS du CH d'Epernay, au RDC du bâtiment 16.**

1.2 - Présentation et historique de l'opération.

L'ensemble du RDC du bâtiment 16, à l'exception de la salle D et du bureau, sera réhabilité afin de créer deux salles de cours supplémentaires.

Classement : Ecole IFSI/IFAS – TYPE R,N – 3^{ème} catégorie

Résistance au feu : Structure SF1/2h

Règle thermique : conforme à la RT 2012

1.2.1 - Le site

Le chantier se situe au sein du site principal du centre hospitalier d'Epernay.

1.2.2 - Reportage photographique



Le repérage photographique est le suivant :



1.3 - **Forme de marché**

La forme de marché retenue pour l'opération est un marché public de travaux.

1.4 - **PLANNING de l'opération**

Le PLANNING prévisionnel de l'opération est joint à l'appui de cette note d'organisation de chantier.

CHAPITRE 2 - PRINCIPE D'ORGANISATION DE CHANTIER

2.1 - Présentation de l'organisation prévue

Du fait des contraintes liées à la poursuite des activités du centre hospitalier d'Epernay et notamment les activités de l'institut de formation en soins infirmiers et de l'institut de formation des aides-soignantes, l'organisation du chantier pourra être la suivante :

2.1.1 - Principes pendant la durée de l'opération :

- Les différentes zones de travail de réhabilitation et extension à l'intérieur du bâtiment seront isolées par des protections adaptées. Ces protections feront l'objet d'un témoin validé par le service technique du centre hospitalier.
- Les différentes zones extérieures (zone de cantonnement de chantier base vie zone stockage et déchets ...) seront situées sur une zone de parking à proximité. Préalablement, des travaux seront entrepris pour réaliser un cheminement piétons sécurisé, modifier les espaces et équipements existants dont les espaces verts actuels qui seront remis en état en fin de chantier (reconstitution des espaces verts plantés et arborés). Ces travaux seront validés par le service technique du centre hospitalier.
- L'entreprise établira au démarrage des travaux un plan d'installation de chantier à l'approbation et à la validation par le service technique du centre hospitalier.
- L'entreprise établira au démarrage des travaux la liste des ouvriers et compagnons affectés aux travaux y compris ceux de leurs éventuels sous-traitants.
- Les ouvriers compagnons y compris des sous-traitants devront porter les EPI.
- La base-vie principale (cantonnement, stockage, bennes à déchets, bungalow réunion, sanitaires, ...) sera implantée sur un espace dédié en accord avec le service technique du centre hospitalier.
- Toutes les activités de livraison, accès de chantier, sorties de véhicules devront être gérées de manière à garantir la sécurité des piétons, visiteurs et personnel du centre hospitalier. La mise en place d'hommes trafic sera nécessaire notamment pour la sécurisation de la voie piétonne et garantir la bonne circulation des ambulances qui devront restés prioritaires.
- Les livraisons seront réalisées uniquement par des camions de type VUL 20 m3 caisse ou porteurs 19 / 26 Tonnes à l'exclusion des semi-remorque et convois exceptionnels en raison des difficultés de circulation, étroitesse des voies, d'évolution réduite à l'approche du parking du centre hospitalier.
- La base vie comprendra à minimum, un bungalow vestiaires pour l'ensemble des entreprises, sanitaires WC pour l'ensemble des ouvriers, un bungalow réfectoire séparé des vestiaires, un bungalow salle de réunions pour 10 personnes, le tout en accord avec les règles du Code du Travail.
- Le stationnement des véhicules légers et véhicules des ouvriers se fera dans l'enceinte du centre hospitalier.
- L'ensemble de la logistique (cantonnement, clôture, voies de chantier, voies piétonne, parking, installations électriques et eau de chantier, ...) sera assuré par l'entreprise en charge des travaux démolition/renfort.
- Le balisage, la signalisation routière, cheminement, éclairage de la base vie et zone de stockage est à intégrer dans les prestations dues par l'entreprise.

2.1.2 - Principes d'installation de chantier :

Les zones dédiées à la base vie, cantonnement de chantier, zone de stockage des matériaux et accès des livraisons seront situées sur le parking des Urgences et sur la zone prévue à cet effet.

La zone de stockage, livraisons, accès, grutages sera à définir avec le service technique du centre hospitalier.

2.1.3 - Points particuliers :

Les points suivants devront être impérativement respectés par les entreprises titulaires des marchés de travaux.

Réalisation des travaux démolition/renfort :

- Lors des travaux de dépose et démolitions des dispositifs d'insonorisation sera mis en place au niveau des vitres des locaux dits administratifs pour éviter de perturber ce service.

- Lors des travaux d'extension la ou les galeries pourront être fermées temporairement par le centre hospitalier, toutes les dispositions de signalisation, cloisons de confinement, barrières anti-poussières seront à charge de l'entreprise adjudicataire,
- Lors de la suppression du mur de cloisonnement, l'activité de l'école sera nulle durant deux semaines pendant le temps des grandes vacances scolaires de juillet. Il conviendra de mettre en place des cloisons anti poussières. Ces travaux de percement seront étudiés de manière à ne pas dépasser le délai d'une semaine.

2.2 - Principe d'affectation des dépenses d'intérêt commun

2.2.1 - Principe général :

Le présent document a pour objet de présenter l'organisation générale de la logistique nécessaire au chantier de restructuration des salles de cours de l'école IFSI/IFAS au niveau RDC.

Il est rappelé que cette organisation est basée sur les principes fondamentaux suivants :

- L'ensemble de la logistique (cantonnement, tour d'accès à la toiture, clôture, base vie, installations électriques et eau de chantier, gestion des déchets...) est assuré par les entreprises titulaires du marché qui exécute au titre de son marché l'ensemble des prestations d'installation de chantier, en termes d'investissement. Les frais afférents à l'ensemble de ces prestations sont inclus dans l'offre de l'entreprise titulaire du marché.
- Les dépenses de fonctionnement (entretiens de la base-vie, consommations, entretien, maintenance, nettoyages réguliers, gestion des déchets...), sont des prestations qui seront exécutées par l'entreprise en charge du marché.
- Ces dispositions sont valables pendant toute la durée de l'opération, y compris en cas de décalage de planning.

2.2.2 - Gestion du compte prorata :

- Sans objet

2.3 - Règles communes

En complément aux prescriptions particulières mises en œuvre principalement par l'entreprise en charge du marché et décrites au chapitre 3, les règles générales appliquées à l'ensemble des intervenants présent sur le chantier seront conformes aux prescriptions de l'OBPBT ainsi qu'aux conditions suivantes :

2.3.1 - Horaires

Les horaires de chantier sont, conformément au règlement du centre hospitalier , fixés de 7h00 à 20h00 du lundi au vendredi pour l'ensemble du site. Si certains travaux doivent nécessairement être menés en horaires décalés (nuit et/ou WE). Dans ce cas une demande préalable sera faite à la MOA + MOE + CSPS avec un délai de provenance de 72 heures.

Afin de minimiser la gêne aux usagers et les activités du CENTRE HOSPITALIER, les entreprises privilégieront la matinée et, notamment, la plage horaire de 6h00 à 8h00 pour organiser leurs livraisons.

Si les horaires de trafic et de livraison sont différents des horaires de chantier, ils seront soumis à l'approbation du maître d'Ouvrage, et devront être en conformité avec les horaires édictés par les autorités administratives.

Les entreprises souhaitant travailler en dehors de ces horaires devront demander une dérogation auprès de la Maîtrise d'Ouvrage et respecter le Code du travail.

2.3.2 - Astreinte

Sans objet

2.3.3 - Comportement

Le personnel de l'entreprise titulaire du marché doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'établissement dans lequel il effectue les travaux. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne respectant pas les qualités morales et/ou techniques nécessaires indiquées ci-dessous, comme notamment :

- Interdiction de fumer dans la zone du chantier et dans tout le centre hospitalier sans exception,
- Interdiction de s'égarer en dehors des zones dédiées aux travaux (zones fermées et cloisonnées) et limitation des allées et venues dans les services,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque,
- Interdiction d'utiliser les téléphones, les imprimantes, fax ... sans y avoir été autorisé.
- Interdiction d'avoir un comportement déplacé vis-à-vis des patients, du personnel (direction, soignants, techniciens, ...) et des visiteurs du centre hospitalier.
- Obligation de respecter les règles de sécurité incendie du CENTRE HOSPITALIER dès que ses entrées sont franchies
- Obligation de port du badge d'identification
- Obligation du port des EPI au sein du chantier
- Obligation du port du casque

Cette liste n'est pas limitative.

Le représentant de la Maîtrise d'ouvrage ou le maître d'Ouvrage excluront du chantier toute personne impliquée dans des actes précités ainsi que tout acte belliqueux, ou pour le non-respect des règles de sécurité ou pour toute dégradation sur les ouvrages réalisés.

Ce renvoi sera immédiat et définitif (et ce quelle que soit la fonction ou le grade de la personne concernée) dès la première infraction ou manquement à une obligation précitée.

2.3.4 - Utilisation des installations techniques définitives

Afin de pouvoir enlever progressivement les installations provisoires de chantier, les entreprises concernées mettront en service dès que possible leurs installations définitives.

Ceci permettra également de réaliser les essais techniques de ces installations.

Toute installation utilisée en provisoire sera impérativement remise à neuf (filtres par exemple) en vue de leur réception par le Maître de l'Ouvrage.

2.3.5 - Différés de structures et de maçonnerie

L'entreprise titulaire du marché a pour obligation de prendre en compte, y compris toutes incidences, les différends nécessaires à l'amenée de matériel ou à la mise en place des équipements.

2.3.6 - Protection des ouvrages

Jusqu'à la réception de l'ouvrage, l'entreprise assume la garde de ses propres ouvrages. Elle doit en assurer la protection.

En cas de dégradations ou de destructions par suite du fait d'un tiers, d'un cas fortuit ou d'une circonstance de force majeure ; l'entreprise doit assurer à ses frais la remise en état de ses ouvrages, sans pouvoir rechercher la responsabilité du Maître de l'ouvrage.

Il lui appartient en pareille circonstance d'exercer toute action contre le ou les responsable(s) des dommages, sans que ses obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ne s'en trouvent affectées.

2.3.7 - Gestion des nuisances

Le présent chantier comprend des travaux de gros œuvre, fondations et génie civil qui génèrent des nuisances sur l'environnement proche et sur les activités du CENTRE HOSPITALIER

Un des enjeux de ce chantier est de limiter ces nuisances vis à vis du CENTRE HOSPITALIER qui restera en activité (bruit ,vibrations, circulation et stationnement de camions et autres véhicules de chantier ...).

Aussi les dispositions suivantes seront mises en œuvre accompagnées des dispositions liées aux risques sanitaires et d'hygiène (voir articles suivants et les annexes) :

Acheminement et évacuation des matériaux et équipements :

- Une organisation sera mise en place par l'entreprise permettra d'assurer une bonne gestion des acheminements de matériaux et évacuations des déchets depuis les différentes zones de travail, jusqu'aux zones de stockages et zones des bennes.
- Les accès au chantier prendront en compte les interférences avec les flux généraux du CENTRE HOSPITALIER, voie et parking, voies pompiers et véhicules de secours (ambulances) , les flux logistiques propres au CENTRE HOSPITALIER, les circuits ambulance, l'accès des visiteurs (piéton et véhicules particuliers), les parkings des visiteurs, ... etc.,

2.3.8 - Sécurité incendie :

Les feux seront interdits sur le site et tout travail par point chaud sera soumis à l'obtention de permis feu.

Les permis-feu seront établis chaque jour par les entreprises auprès du CENTRE HOSPITALIER.

Des extincteurs seront répartis dans les locaux de la base-vie, les différents postes et zones de travail.

L'usage de matériel utilisant la combustion de gaz (chalumeaux, lances à découpes, etc.) sera limité au strict nécessaire, et la préfabrication extérieure en atelier ou sur zone extérieure sera privilégiée.

L'entreprise effectuant des travaux en « point chaud » devra s'équiper des extincteurs adaptés.

Les travaux à "point chaud" seront suspendus une heure avant le départ des ouvriers.

2.3.9 - Consignation des réseaux.

L'ensemble des consignations de réseaux nécessaire à l'exécution des travaux sera réalisé par le service technique du CENTRE HOSPITALIER. Les demandes seront à formuler à minima une semaine avant les opérations et soumises pour validation au conducteur d'opération ainsi qu'à la maîtrise d'ouvrage.

2.3.10 - Mesures particulières

2.3.10.1 - Dispositions à prendre par les entreprises pour l'isolement du chantier

Pendant toute la durée des marchés de travaux l'entreprise et ses sous-traitants ne devront pas perturber la continuité du fonctionnement des différents services du CENTRE HOSPITALIER.

En outre, il sera demandé un isolement acoustique des zones de travaux vis-à-vis des locaux recevant les activités du CENTRE HOSPITALIER.

2.3.10.2 - Disposition à prendre par les entreprises pour respecter les consignes de sécurité incendie

Durant le chantier et dans le cadre de la réhabilitation des locaux existants tous les équipements techniques seront obligatoirement protégés pour limiter leur encrassement notamment faire l'objet d'une inhibition des têtes de détection incendie, ainsi qu'une protection de ces dernières afin d'éviter une usure prématurée

Avant les opérations préalables à la réception, les équipements techniques et les réseaux seront nettoyés avant leur mise en route.

Une réception sanitaire des réseaux d'alimentation en eau (notamment par le biais de rinçages adéquats et d'analyses Bactério chimiques) sera effectuée avant la livraison du bâtiment neuf et des zones éventuellement réhabilitées. L'entreprise concernée devra prévoir les moyens humains pour le maintien en eau dont la méthodologie devra avoir été validée par le CENTRE HOSPITALIER.

2.3.10.3 - Dispositions à prendre par les entreprises pour un chantier propre

Toutes les dispositions seront prises par les entreprises pour insister sur le double contexte particulier du CENTRE HOSPITALIER :

- Site hospitalier avec poursuite des activités hospitalières dans les différents services à proximité.
- Site particulièrement sensible de par la présence de patients, flux des ambulances .

Une charte chantier propre sera éventuellement présentée avant le démarrage des travaux, ce document a pour objet de sensibiliser fortement les entreprises sur ce sujet primordial.

- Visite obligatoire du site par l'encadrement de chantier de l'entreprise et d'un groupe représentatif des compagnons de chantier dès le début de la période de préparation de chantier.
- Mise en place de protections adaptées à chaque zone de travail.
- L'entrepreneur aura interdiction de polluer l'atmosphère par des émanations de poussières ou de produits à fortes odeurs.
- Un nettoyage régulier du chantier sera effectué en utilisant des aspirateurs avec filtre pour éviter la dispersion de poussières et en procédant à un nettoyage humide.
- Toutes les dispositions seront prises pour éviter toute formation de poussières.
- Les gravois et autres produits de démolition seront stockés dans des contenants étanches et fermés.
- Les déchets devront obligatoirement être triés sur le chantier selon la classification suivante ;
 - Les déchets dangereux
 - Les déchets inertes
 - Les emballages
- Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs en respectant la réglementation suivante :
 - Les déchets classés « dangereux » seront évacués en centre d'enfouissement classe 1,
 - Les déchets inertes en centre de classe 3.
- Les stockages de matériels et de matériaux du chantier seront obligatoirement réalisés avec rigueur dans les zones dédiées.

2.3.11 - Zones de stockage

2.3.11.1 - Généralités

Aucune zone de stockage ne sera autorisée à l'extérieur du périmètre dédié au chantier (voir plan ci-dessus), sur les zones en exploitation du CENTRE HOSPITALIER.

Compte tenu de la limitation des zones de stockage, il est recommandé aux entreprises de veiller à tenir une planification précise de leurs approvisionnements. Ceux-ci doivent être faits par petites quantités en suivant au plus près les phasages et les nécessités des travaux.

Compte tenu des espaces de stockage et base vie réduits le stationnement de véhicules d'ouvriers sera interdit. L'entreprise en charge des travaux devra prévoir un plan précisant le nb, l'emplacement des places de stationnement affectés aux différentes entreprises et sous-traitants. L'entreprise aura à sa charge de faire respecter les consignes établies.

2.3.11.2 - Zones interdites aux stockages

Aucun stockage n'est admis devant les circulations des différents services, devant les accès ambulances, sur les circulations et devant les issues de secours.

Aucun stockage n'est admis à l'extérieur proche du CENTRE HOSPITALIER et dans les zones d'évolution des ambulances et autres véhicules logistique.

Aucun stationnement n'est admis sur les parkings visiteurs situés à proximité de la zone chantier.

Tout stockage à l'intérieur du bâtiment se fera dans la zone de travail clôturée et protégée du Public.

Le stockage d'hydrocarbures est strictement interdit près ou dans la zone base vie.

Tout éventuel stockage de carburants sera soumis à l'autorisation du Maître d'ouvrage.

2.3.12 - Sous-traitance

Dans le cas où l'entreprise sous-traiterait une partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec la Maîtrise d'Ouvrage, il devra soumettre ce ou ces derniers aux conditions strictes du chantier, aux protocoles énoncés dans toutes les pièces et aux conditions administratives établies par le CENTRE HOSPITALIER.

Il devra en outre l'associer aux phases d'inspection communes et partager l'ensemble des documents liés à l'organisation et à la sécurité sur le chantier.

Les sous-traitants livreront une liste de leurs ouvriers.

2.3.13 - Emploi de personnel provenant de société d'intérimaires

Il sera INTERDIT de faire appel à des ouvriers intérimaires non connus des listes soumises au démarrage des travaux.

2.3.14 - Présence de l'encadrement

L'entreprise devra prévoir sur le site et en permanence l'encadrement apte à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement du chantier.

En plus d'un interlocuteur principal responsable de l'ensemble des prestations, l'entreprise devra nommément désigner, un interlocuteur référant dans les domaines suivants :

- Suivi Sécurité,
- Etudes d'exécution,
- Suivi et direction des travaux.

2.3.15 - Réunions, visite de chantier, état des lieux

Chaque entreprise est tenue d'assister à toutes les réunions, visites ou état des lieux auxquels elle est convoquée par la Maîtrise d'Ouvrage et ou son représentant.

La liste, non limitative, des réunions prévues est la suivante :

- Réunions préalables d'organisation de chantier,
- Réunions de mises au point technique période de préparation de chantier,
- Réunions de chantier hebdomadaire organisées par la maîtrise d'ouvrage ou le conducteur d'opérations,
- Réunions d'études techniques particulières,
- Réunions de coordination technique,

- Réunions de coordination travaux hebdomadaires,
- Réunion de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)
- Réunion d'échange avec le Bureau de Contrôle Technique,
- Réunion de visites d'inspection communes et d'harmonisation du plan de prévention
- Réunions mensuelles de pointage des travaux réalisés en vue de l'établissement des décomptes mensuels,
- Réunions sollicitées par le conducteur d'opérations ou la Maîtrise d'ouvrage,
- Visites générales et spécifiques de chantier,
- Visites d'état des lieux ponctuelles,
- Visites d'état des lieux par zone et phases de travaux.
- Participations aux visites des OPR (Opérations Préalables à la Réception)
- Participations aux visites de levées de réserves

Toutes les entreprises et personnes convoquées sont tenues d'assister à ces réunions.

Tout retard ou toute absence non justifiés et non tolérés seront sanctionnés par une pénalité définie au C.C.A.P.

Par ailleurs, l'utilisation du téléphone portable en réunion n'est pas acceptée, ceci dans le respect de tous. Tout manquement abusif ou non justifié sera sanctionné par une pénalité définie au C.C.A.P.

2.3.16 - Langue utilisée

L'ensemble des documents (plans, notice, documents techniques, compte-rendu, ...) sera intégralement rédigé en langue française.

CHAPITRE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE PAR L'ENTREPRISE

3.1 - Généralités

3.1.1 - Objet

La présente Note d'Organisation de Chantier décrit les prestations à réaliser par les entreprises au titre des installations de chantier. Celles-ci, à l'exception de quelques prestations précisées ci-après, sont à mettre en œuvre par l'entreprise adjudicataire soit au titre de son marché (dépenses d'investissement).

Les prestations à réaliser par l'entreprise comprennent notamment :

- Toutes démarches nécessaires auprès des concessionnaires (DICT) et autorités compétentes (arrêtés de voirie) en vue de l'obtention des emprises sur trottoir ou voirie et raccordements fluides sur la base qui seraient nécessaires en complément à celles prévues dans les autorisations d'emprises précaires ;
- Les études avec notes de calcul, plans et détails d'exécution établis d'après le dossier DCE (plans d'installations de chantier, zones de stockage, plan d'installation des zones des déchets, raccordements divers en eau potable, eaux usées, eaux pluviales, électricité (CFO&CFA)...)
- Les constats contradictoires fixant l'état initial avant le démarrage de l'opération et final des abords et zones parkings + avoisinants immédiat ;
- La mise en place, l'entretien et le repli de l'ensemble des emprises de chantier y compris voies d'accès et sorties ;
- La mise en place et la gestion des équipements de clôture,
- La mise en place et la gestion des signalisations et affichage (panneaux de chantier, repérage, ...) ;
- La mise en place et le repli des cantonnements, bureaux de chantier;
- La mise en place et maintenance des sanitaires de chantier en complément à ceux de la base-vie;
- Mise en place d'un nettoyage des sanitaires de chantier 3 fois par semaine minimum ou selon état de salissure ;
- La mise en place d'homme-traffic pour les livraisons, zone de stockage, ...
- La gestion des clés de la zone base vie, salle de réunions ;
- La mise en place et la gestion des moyens de levage et manutention ;
- La mise en place et la gestion des containers de stockage TCE et bennes collectives ;
- Mise en place et dispositif des opérations de nettoyages spécifiques ;
- La réfection des ouvrages éventuellement endommagés par le fait des entreprises ;
- Tous terrassements et remblaiements annexes nécessités par les installations de chantier (aire de mise en place des bungalows dans les espaces verts dédiés + remise en état en fin de chantier, réseaux, ... etc.).
- Le nettoyage régulier et la remise en état des zones utilisées pour les installations et les besoins du chantier ;
- D'une façon générale toute prestations nécessaires au bon fonctionnement du chantier, dans les délais imposés que ce soit au titre de son marché et donc à ses frais ou au titre du compte prorata. L'entreprise se doit dans le cadre de son offre de vérifier l'exhaustivité de ces prestations. Il est précisé qu'aucune rémunération supplémentaire ne pourra réclamer au Maître d'Ouvrage du fait d'une prestation d'installation de chantier non prévue.

3.1.2 - Plans et documents joints au présent dossier.

Le présent document est donné dans le cadre de la consultation du marché de travaux.

Rappel de la réglementation

L'entreprise titulaire du marché sera tenue de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à ses réalisations ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux du présent C.C.T.P.

La liste des documents rappelée dans les paragraphes ci-dessous n'est pas limitative. Tous les documents en vigueur à la date de signature des marchés sont réputés connus de l'Entrepreneur.

L'attention de l'entreprise titulaire du marché est attirée sur quelques textes de portées générales. L'ensemble de la réglementation étant applicable, l'Entrepreneur doit se reporter aux décrets et textes publiés par le R.E.E.F. et en particulier :

3.1.2.1 - Décrets et règlements

Tous les documents en vigueur à la date de signature des marchés.

- Code de la construction et de l'habitation, Code du Travail.
- Décret n° 2004-924 du 01 septembre 2004 et n°2008-244 du 7 mars 2008 concernant la protection et la salubrité applicables sur les chantiers de bâtiments et T.P.
- Décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 concernant les matériels utilisés sur le chantier et tous les arrêtés d'application de celui-ci.
- Décret 2010-1017 du 01 septembre et décret 2011-1016 du 01 juillet 2011 portant règlement en ce qui concerne la protection des travailleurs contre les risques électriques.
- Décret no 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets.

Cette liste n'est pas limitative.

3.1.2.2 - Textes de référence

Les travaux et fournitures objets du présent seront conformes à l'ensemble des prescriptions techniques (normes, D.T.U., recommandations professionnelles, avis techniques, etc....) contenues dans le R.E.E.F. (Recueil des Eléments Utiles à l'Etablissement des Projets et les Marchés en France, édité par le C.S.T.B.) édition en vigueur à la date de signature du Marché.

3.1.2.3 - Autres documents

- Documents INRS Permis FEU
- Ouvrages QUALITE CONSTRUCTION LES RISQUES CHANTIER 2020

3.1.3 - Etudes et notes de calcul.

Les notes de calculs et les plans d'exécution des ouvrages et des installations de chantier (zone grutage, base-vie, voirie, installation électrique, ...) sont établis par l'entreprise titulaire du marché et fera l'objet d'une validation du bureau de contrôle.

L'entreprise titulaire du marché prévoira la mise à jour **mensuelle à minima** du plan d'installation de chantier qu'il soumettra à la validation du MOA.

De plus, elle devra toute mise à jour nécessaire pour la sécurité de tous ou pour la bonne compréhension des installations de chantier.

3.1.4 - Etablissement du DOE – CHARTE GRAPHIQUE

Sans objet.

3.1.4.1 - Contenu du DOE

Le dossier sera décomposé en 4 sous dossiers :

3.1.4.2 - Le dossier de récolement

Ce dossier comprend l'ensemble du dossier d'exécution de l'Entrepreneur : PEO, PAC, notes de calcul, schémas généraux et de détails, schémas fonctionnels, schémas électriques, etc.

L'ensemble de ces documents porte de manière explicite la mention "Document conforme à l'exécution" dans le cartouche.

3.1.4.3 - Le dossier des plans

Ce dossier de plans devra comprendre à minima :

L'ensemble des plans dwg, des plans pdf, 3 exemplaires des plans en version papier et comprenant une nomenclature claire. Les plans dwg devront être accompagnés de leurs références externes ainsi que du style de tracé (e transmet).

3.1.4.4 - Le dossier des matériaux et essais

Ce dossier comprend :

- les fiches techniques des matériaux et matériels,
- leurs PV de toute nature (classements au feu, PV CF, certificats matière, etc.),
- les procédures d'agrément particulières (ATEX, etc.),
- les certificats d'essais réglementaires éventuels (Coprec, Consuel, analyse d'eau, etc.),
- les certificats de qualité de mise en œuvre éventuels,
- les fiches d'essais internes ou externes de toute nature, fiches d'autocontrôle,
- les rapports de formation des utilisateurs éventuels.

3.1.4.5 - Le dossier maintenance

Ce dossier comprend les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre (en langue française).

3.1.4.6 - Présentation du DOE

Avant toute diffusion, le sommaire détaillé de l'ensemble du dossier DOE sera diffusé pour visa à la Maîtrise d'ouvrage ou son représentant conducteur d'opérations.

Chaque dossier sera présenté sous la forme de classeur comprenant :

- le cartouche de l'affaire collé sur le classeur,
- la liste des pièces contenues dans ce classeur avec le sommaire général et le sommaire détaillé du classeur,
- sur la tranche du classeur ou de la chemise :
 - le numéro d'ordre du classeur,
 - le bâtiment et la zone concernée,
 - le libellé du contenu,
 - le numéro et le nom du corps d'état concerné.

Tout support informatique sera accompagné par son sommaire détaillé mettant en relation le nom de fichier et le libellé en clair du cartouche.

Tous les cartons ou envois sont accompagnés de la partie de la liste approuvée correspondant au contenu, accessible de l'extérieur du carton.

Le dossier en un exemplaire papier et informatique est remis en mains propres au représentant de la Maîtrise d'ouvrage ou conducteur d'opérations. La Maîtrise d'Ouvrage le consultera également. Tout dossier mal présenté sera refoulé sur le champ. Lorsque le double visa favorable (= sans réserve majeure) conducteur d'opérations + MOA sera obtenu par l'entreprise sur ce DOE témoin, alors les tirages papier pourront être entrepris en tenant compte de toutes les remarques émises.

Le dossier final incluant les reproductibles physiques et informatiques sera diffusé dans le nombre d'exemplaires spécifié dans le Marché.

- ⇒ Les sommaires généraux et détaillés seront regroupés dans un classeur blanc.
- ⇒ Le dossier de récolement sera regroupé dans des classeurs rouges, par ensembles cohérents (plans de zones, détails, schémas, etc.).

- ⇒ Le dossier des matériaux et essais sera regroupé dans des classeurs bleus.
- ⇒ Le dossier de maintenance sera regroupé dans des classeurs verts.

NOTA :

Les dossiers des DIUO et d'identité du SSI sont définis et gérés respectivement par le coordonnateur SPS et le coordonnateur SSI. Ils seront constitués sous les mêmes formes que le dossier DOE et regroupés dans des classeurs respectivement de couleur jaune (DIUO) et noire (SSI). Ils devront faire l'objet d'une validation de du responsable technique du CENTRE HOSPITALIER.

3.1.5 - Ouvrages existants et avoisinants

3.1.5.1 - Etat des lieux d'entrée et de sortie d'opération

Un état des lieux d'entrée et un de sortie d'opération, destinés à fixer l'état des voiries, trottoirs, espaces verts et autres ouvrages seront établis contradictoirement en présence d'un huissier mandaté et aux frais de l'entreprise titulaire du marché, dans le cadre de son marché, en présence du groupement du Maître d'Ouvrage.

3.1.5.2 - Limitation des salissures sur les voies internes

L'entreprise titulaire du marché devra limiter les salissures sur les voies internes du CENTRE HOSPITALIER notamment à proximité de la base vie et zone de stockage. Il procédera en cas de besoin aux nettoyages réguliers et réfections.

3.1.5.3 - Réseaux existants

Toutes les dispositions seront prises par l'entreprise pour s'assurer de l'absence de réseaux tiers, en service, dans l'emprise de la base vie. En cas de réseaux existants, toutes les précautions seront prises pour assurer leur protection, leur balisage permanent en surface ainsi que leur dévoiement dans des conditions compatibles avec le projet.

3.2 - Emprise de chantier

3.2.1 - Clôture et portails

Avant tout démarrage des travaux, l'entreprise mettra en œuvre les clôtures ceinturant la base vie et zone dédiée aux stockages. Ces clôtures seront constituées uniquement n barrières Héras ht 2.00.

Les clôtures devront être solidement et durablement fixés au sol, parfaitement jointives. Elles devront respecter toutes les exigences réglementaires locales. Leur entretien garantira en permanence un aspect impeccable.

- Réparation en cas de choc ou de dégradations si l'auteur n'est pas identifié

3.2.2 - Panneaux de chantier

Durant la période de préparation, l'entreprise titulaire du marché fournira et mettra en place, dans le cadre son marché, 1 panneau de chantier avec supports pour présenter l'opération et les différents intervenants.

- 1 panneau d'information et de communication (environ 3x2m) présentant le texte, le visuel du projet et les intervenants du projet : la Maîtrise d'Ouvrage, architecte auteur du projet, le Bureau de Contrôle Technique, etc. ainsi que le texte de publication du permis de construire.

Un projet devra être présenté au Maître de l'Ouvrage. L'exécution ne pourra être faite qu'après leur approbation.

L'Entreprise titulaire du marché s'assure que les panneaux mis en place par ses soins :

- Autorisations administratives (permis de construire) ;
- Panneau de chantier indiquant les coordonnées des entreprises, de leurs sous-traitants, du MOA, du MOE, du BCT.

Toute publicité, panneaux affichage seront strictement interdits.

3.3 - Accès au chantier

3.3.1 - Accès au chantier

L'accès au chantier se fera exclusivement par la voie interne du CENTRE HOSPITALIER.

Signalisation routière :

L'entreprise du marché devra installer toute la signalisation nécessaire demandée par la MOE, les services techniques du CENTRE HOSPITALIER. Elle devra aussi installer une signalétique d'approche pour les véhicules de livraison.

L'ensemble de la pose, de l'entretien, les adaptations et compléments en cours de chantier ainsi que la dépose finale de la signalisation routière est assurée par l'entreprise.

Dégradation sur voiries et internes du CENTRE HOSPITALIER :

Sur instructions de la MOE ou des Collectivités, l'entreprise effectuera toutes réparations des dégradations des voiries internes au CENTRE HOSPITALIER dans les plus brefs délais et, ce, aux frais du responsable de la dégradation. Si celui-ci ne peut être identifié, les frais seront portés au compte prorata.

3.3.2 - Accès personnel piéton

3.3.2.1 - Accès à la base-vie depuis l'extérieur

Pour rejoindre la base-vie provisoire lors des travaux, le personnel empruntera les voies piétonnes internes du CENTRE HOSPITALIER.

3.3.2.2 - Accès au bâtiment des Urgences depuis la base-vie :

Le personnel après passage à la base-vie pour se munir des EPI et des vêtements de travail rejoindra la zone des travaux par des cheminements existants et identifiés.

3.3.3 - Parking de chantier

Aucun véhicule particulier ne pourra stationner à l'intérieur du CENTRE HOSPITALIER.

3.3.3.1 - Parking pour l'encadrement de chantier

Dans l'emprise de la base vie et zone de stockage des matériaux des places de stationnement seront réservées (MOA, BCT, CSSI).

3.3.3.2 - Parking pour véhicules utilitaires :

A l'intérieur de la base-vie, un parking de 5 places maximum sera aménagé par l'entreprise titulaire du marché pour les véhicules utilitaires légers avec les dispositions suivantes :

- Libération des places de stationnement aux jours et heures des réunions
- Stationnement limité aux seules livraisons
- Places repérées et affectées nominativement aux entreprises ou sous-traitant. Un plan sera à transmettre au CENTRE HOSPITALIER.

Au titre de son marché, l'entreprise titulaire du marché réalisera les prestations suivantes :

- Protections du parking existant si besoin
- Mise en place portail, présence d'un homme " trafic "
- La mise en place de la signalisation nécessaire
- La remise en état en fin de chantier du parking et des zones espaces verts plantés et engazonnés.

Ces emplacements de parking seront maintenus en permanence propres, avec une vérification et nettoyage régulier si nécessaire.

3.3.3.3 - Parking pour les compagnons :

Aucun véhicule particulier ne pourra stationner à l'intérieur du CENTRE HOSPITALIER

3.3.4 - Signalétique de chantier :

3.3.4.1 - Signalétique intérieure

L'entreprise titulaire du marché met en place, pendant toute la durée du chantier les affichages réglementaires et les éléments signalétiques de sécurité et des panneaux de circulation. Cette prestation inclut l'entretien permanent, les adaptations suivant l'avancement du chantier, la dépose et l'évacuation en de chantier.

Notamment, il sera prévu par l'entreprise titulaire du marché les panneaux suivants :

- Accès aux zones de vestiaires, réfectoires, ...
- Accès aux bureaux, salle de réunion, ...
- Accès aux sanitaires base vie,
- Accès aux zones chantier, aux zones de bennes, ...

3.3.4.2 - Signalétique extérieure

Pour assurer le bon déroulement des livraisons et des approvisionnements sur le chantier, l'entreprise titulaire du marché effectuera au titre de son marché la mise en place des panneaux d'approche du chantier, ainsi que le fléchage à l'intérieur du site du CENTRE HOSPITALIER. Un plan d'approche sera soumis au préalable au MOA.

Au niveau des accès piéton, l'entreprise titulaire du marché prévoira au titre de son marché la mise en place de panneaux suivants :

- Port des E.P.I. obligatoire
- Zone de base vie interdite au public

L'affichage publicitaire sera interdit sur l'ensemble du chantier.

3.4 - Sécurité

3.4.1 - Protections collectives

Toutes les protections collectives en particulier : garde-corps provisoires, gardes corps de la toiture terrasse, bouchement de trémies provisoires, seront réalisées, adaptées, déplacées en fonction des besoins, entretenues et remises en place autant que de besoin par le titulaire du marché au titre de son Marché, pendant toute la durée de l'opération tous corps d'état.

L'entreprise devra respecter et mettre en œuvre toute demande du MOA pour mettre en œuvre toute installation de chantier nécessaire à la mise en sécurité du site.

A cette fin, un Responsable de l'intégrité des protections collectives sera nommément désigné par le titulaire du marché.

Le titulaire du marché fera réaliser à ces frais un contrôle de par un organisme de son choix des protections collectives de toiture.

Les entreprises ayant besoin de déplacer les protections collectives pour leurs travaux mettront en place des protections d'un niveau de sécurité équivalent et validés par le responsable des services techniques ou son représentant et remettront à l'issue de leur intervention ces protections collectives en place et le feront constater par l'entreprise.

En l'absence de respect par l'entreprise des prescriptions suscitées concernant la mise et le maintien en place des protections collectives, la MOA ou le représentant de la maîtrise d'ouvrage auront toute autorité pour faire intervenir une autre société de son choix, et en imputer les frais correspondants au marché de travaux, ce, sans mise en demeure préalable, après simple demande formulée par courriel ou télécopie doublé d'un courrier, non suivie d'effet dans les 12 heures

3.4.2 - Sécurité incendie

3.4.2.1 - Permis-feu

Les permis-feu seront établis chaque jour par les entreprises auprès du service technique du CENTRE HOSPITALIER. Ces agents seront chargés de la gestion des permis feu et devront effectuer des rondes préventives.

Des extincteurs seront répartis dans les locaux de la base-vie, les différents postes et zones de travail.

L'usage de matériel utilisant la combustion de gaz (chalumeaux, lances à découpes, etc.) sera limité au strict nécessaire, et la préfabrication extérieure en atelier ou sur zone extérieure sera privilégiée.

L'entreprise effectuant des travaux en « point chaud » devra s'équiper des extincteurs adaptés.

Les travaux à "point chaud" seront suspendus une heure avant le départ des ouvriers.

3.4.2.2 - Extincteurs

L'entreprise titulaire du marché met en place au titre de son marché :

- Sur l'ensemble des cantonnements, des bureaux de chantier, un nombre suffisant d'extincteurs par nature de feux
- La mise à disposition et entretiendra un extincteur type PS-50 à grande capacité au droit des bennes à déchets.

L'entreprise mettra en œuvre au titre de son marché pour ses postes de travail les extincteurs adaptés et nécessaires ainsi que les moyens complémentaires prévus au permis-feu pour les travaux par points chauds (extincteur en nombre et type suffisant, écrans, couverture étouffe-flamme, bac à sable...).

3.5 - Base-vie et installations sanitaires

3.5.1 - Localisation et principe des cantonnements

Compte tenu de l'importance des travaux nécessaire aux installations, les principes d'implantation des bases-vie sont les suivants :

- La base-vie principale (cantonnement, bungalow réunions, sanitaires, ...) sera implantée sur le Parking du CENTRE HOSPITALIER. Elle sera dimensionnée en fonction des besoins. 3 places de stationnement seront réservées aux uniques représentants de l'acte de bâtir.
- La base vie comprendra à minimum, un bungalow vestiaires pour l'ensemble des entreprises, sanitaires WC pour l'ensemble des ouvriers, un bungalow réfectoire séparé des vestiaires, un bungalow salle de réunions pour 20 personnes, le tout en accord avec les règles du Code du Travail.

3.5.1.1 - Généralités communes aux bases vies

L'ensemble des bungalows sera traité par l'entreprise de façon uniforme par un seul fournisseur dans un souci d'homogénéité qui seront soit des modules neufs, soit des modules existants ayant peu servis et dans un état irréprochable.

Toutes les baies vitrées au RdC sont pourvues d'un barreaudage "anti-intrusion".

Tous les locaux et accès depuis extérieurs (sauf WC et douches) sont pourvus d'une (ou plusieurs) portes fermant à clé. La gestion des clés est assurée selon un organigramme avec système de passe général et passe partiel. Il sera prévu un jeu de clé par intervenant au titre de la maîtrise d'œuvre. Les portes de toilettes et douches sont pourvues de serrures avec système de condamnation et décondamnation.

L'installation des base vie comprend également le branchement des réseaux eau potable et les évacuations des eaux vannes, pluviales et usées, ainsi que les branchements électriques et téléphoniques. Ces branchements seront effectués par l'entreprise. Un espace d'un mètre minimum avec sol stabilité sera maintenu à l'arrière des bungalows pour la réalisation des branchements successifs liés aux augmentations de capacité de la base vie.

En vue de limiter les consommations d'énergie des bungalows de chantier, il sera prévu :

- Des détecteurs de présence dans les sanitaires et les circulations commandant éclairage et ventilation,
- Des contacts de feuillure aux fenêtres coupant les appareils de chauffage / climatisation lors de leur ouverture,
- L'éclairage par leds sera régulé par un programmeur afin d'en couper l'alimentation chaque soir, le WE et les jours fériés avec commande par local, circulation et escaliers.
- Des chasses d'eau à double commande
- Des fermes-portes sur les portes extérieures ainsi que les portes principales intérieures fermant les principales entités
- Les modules proposés devront respecter la RT 2012

Les arbres existants et conservés seront protégés

Le titulaire du marché contractera à sa charge toutes les assurances nécessaires traitant des incendies, vols et dégradations portant sur la base-vie. A la demande du maître d'ouvrage, de son représentant, il devra fournir immédiatement les attestations d'assurances correspondantes.

3.5.2 - Cantonnement des compagnons

Il sera dimensionné pour un effectif prévisionnel de 10 compagnons en pointe, effectif qui sera confirmé pendant la période de préparation de chantier.

Pour le personnel de chantier, il sera composé de modules à usage de vestiaires de réfectoire et de douches / sanitaires. Leur dimensionnement sera conforme à la réglementation en vigueur et aux préconisations professionnelles, sur la base de :

- 1,25 m²/p pour les vestiaires,
- 1,5 m² /p pour les réfectoires,
- Les installations sanitaires sur la base de :
 - 1 ensemble de 1 WC + 1 urinoirs pour 20 personnes
 - 1 douche pour 8 personnes. Les salles de douches devront communiquer de façon directe avec les vestiaires sans passer par les sanitaires
 - 1 lavabo avec EC/EF pour 10 personnes

Une partie des cantonnements pourra, si nécessaire, être réservée au personnel féminin.

Les cantonnements seront équipés :

- De luminaires à lampes basse consommation (fluo compact ou LED), prises de courant à adapter aux différents usages, d'un tableau électrique indépendant avec séparation force et éclairage. Le tout est à raccorder selon les normes en vigueur ;
- De plomberie sanitaires (sanitaires de chantier, douches, WC, points d'eau et petits équipements, y compris dans les réfectoires, ballons d'eau chaude en nombre suffisant). Toutes les alimentations extérieures doivent être calorifugées ;

- Chauffage (radiateurs électriques), et ventilation réglementaire
- D'extincteurs et d'une détection incendie reportés au poste de garde principal.
- Du mobilier et des équipements, conformément à la réglementation en vigueur:
 - Dans les vestiaires : armoires cadenassables (1 par personne), bancs, patères, ... Les armoires seront chauffantes et ventilées individuellement pour assurer le séchage des vêtements et chaussures de travail.
 - Dans les réfectoires : tables de réfectoires et chaises (1 par personne), patères, poubelles, le tout en nombre suffisant). Chaque réfectoire de plus sera équipé d'un meuble kitchenette équipé d'un évier avec eau chaude et froide, d'un réfrigérateur, de plaques électriques et d'un four à micro-ondes sur la base de 1 ensemble pour 10 compagnons, d'une fontaine à eau,

L'hébergement de toute personne sera strictement interdit sur le site de l'opération, ainsi que tout type d'hébergement mobile (caravane, camping-car, autres).

Les appareils de cuisson à feux ouverts (barbecues, plaques de cuisson gaz, etc.) seront strictement interdits.

L'entreprise titulaire du marché réalisera au titre de son marché :

- Les études nécessaires de ces ouvrages (notes de calcul, plans d'exécution, méthodologie de livraison, montage et démontage, ...)
- **La vérification des besoins en cantonnement après collecte des effectifs prévisionnel auprès des différents corps de métier et sous-traitants.**
- La réalisation des fondations nécessaire supportant les différents ensembles de modules
- La mise en place et l'assemblage de l'ensemble des modules, escaliers, passerelles, garde-corps... ossatures, planchers, garde-corps, ... et tous compléments nécessaires pour permettre les circulations et accès
- La prise en charge de la location des modules
- La mise en place de protection des arbres conservés à proximité des cantonnements. (Cis complément, adaptation et entretien de ces protections)
- La mise en place de garde-corps réglementaire en périmétrie des toitures, passerelles,
- Les adaptations et compléments nécessaires en cours de chantier.
- L'ensemble des branchements des réseaux d'eau potable et d'évacuations des eaux vannes, pluviales et usées.
- La dépose et l'évacuation en fin de chantier.
- La remise en état des lieux, espaces verts , zones arborées ...

L'entreprise titulaire du marché réalisera à ses frais :

- L'ensemble de la maintenance et des réparations, y compris en cas de dégradations ou de vols. Ceci comprend la fourniture des pièces de rechange (ampoules, quincaillerie, robinetterie, ...)
- Le nettoyage quotidien de l'ensemble des locaux, comprenant la fourniture et la mise en place de consommables de sanitaires.

3.5.3 - Bureaux de chantier

3.5.3.1 - Bureaux de chantier à usage des réunions :

Un bungalow salle de réunions sera aménagé pour y accueillir les réunions de chantier et autres réunions techniques et ou de coordination.

Salle de réunions :

- 1 salle de réunion principale d'environ 12 à 15 m² pour 10 personnes sans cloison ou poteau intermédiaire avec connexion internet de bonne qualité,
- 1 armoire de rangement pour les EPI mis à disposition par l'entreprise

Equipement général :

La salle de réunion sera équipée par l'entreprise titulaire du marché, des commodités suivantes :

- Électricité (y compris appareils d'éclairage avec lampes à basse consommation (fluo compact ou LED), prises de courant, etc.),
- Connexion internet de bonne qualité,
- Chauffage (radiateurs électriques), ventilation réglementaire et climatisation individuelle.
- Extincteurs en nombre suffisant
- 1 paillason et 1 point lumineux devant chaque porte donnant sur l'extérieur
- Un ensemble d'EPI & équipements hivernaux (casques, chaussures bottes, gilets jaunes de différentes tailles et pointures) renouvelables selon les besoins

Tous les locaux doivent fermer à clé (canons européens) et trois (3) jeux de clés seront prévus.

Les dimensions, équipements et agencements des locaux doivent avoir reçu l'agrément de la Maîtrise d'ouvrage ou son représentant avant leur installation

Dans la salle de réunion de chantier principale, l'entreprise prévoira, au titre de son marché, la mise à disposition de :

- Un exemplaire complet soigneusement rangé du dossier marché complet.
- D'un jeu complet des plans d'exécution papier TCE de l'ensemble du projet. Ces plans seront tenus à jour et renouvelés autant que de besoin par l'entreprise de façon à ce que soit toujours disponible les plans BPE ou par défaut au dernier indice validé.

L'entreprise prévoira :

La salle de réunions sera équipée comme suit :

- 2 tables 120x60cm
- 10 chaises minimum

3.5.4 - Sanitaires de chantier

La base vie devra être équipée de :

3.5.4.1 - Cabines sanitaires autonomes

Dès le début du chantier et pendant toute la réalisation de l'infrastructure sur l'emprise au sol du chantier, des sanitaires autonomes seront mis en place en différents points du chantier par l'entreprise, suivant les prescriptions du plan de prévention.

Ces blocs sanitaires seront de type sèche sur lit de copeaux (de chez WCLOC par exemple).

Ils seront pourvus des équipements suivants :

- Litière bio maîtrisée avec sciure neutralisant les odeurs.
- Distributeur de papier hygiénique.
- Copeaux, sacs biodégradables et compostables.
- Fermeture avec indicateur d'occupation.
- Cuve de 50L.
- Réservoir copeaux de 35L.
- Poubelle de 18L.
- Pichet à copeaux.
- Plancher antidérapant.
- Eclairage par plafond translucide.
- Grilles d'aération.



Exemple de toilette sèche de chantier.

L'ensemble du coût de ces sanitaires (mise en place, location, entretien, personnel, consommables, repli, ...) sera à charge de l'entreprise.

3.6 - Contrôle d'accès

3.6.1 - Principe

Sans Objet

3.6.2 - Gardiennage

Sans objet.

3.7 - Logistique et homme trafic

Les approvisionnements dans la zone base vie et zone de stockage seront gérés l'entreprise qui mettra en place lors des livraisons en présence d'hommes Traffic en nombre suffisant pour garantir la sécurité des piétons et favoriser la circulation des véhicules de secours prioritaires.

3.7.1 - Organisation des livraisons :

Pour limiter la gêne au bon fonctionnement du CENTRE HOSPITALIER, le créneau 6h00-7h30 sera privilégié pour les livraisons.

3.8 - Engin de levage

3.8.1 - Généralités

Tous les engins de levage, de manutention, de transport, de mouvement de matériaux ou matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur ; il appartient à l'entreprise concernée d'en faire la preuve avant toute première intervention sur le site, et d'effectuer les démarches administratives préalables nécessaires, à ses frais.

Les engins de chantier sont d'un type évitant les nuisances, (bruits, poussières, hydrocarbures, etc.), conformément à la charte de chantier à faibles nuisances.

Les matériels électriques ou électropneumatiques (notamment les compresseurs d'air comprimé, les B.R.H., les vibreurs) ou autres, seront soigneusement insonorisés afin de n'apporter aucune gêne anormale aux services administratifs situés à proximité, conformément à la réglementation en vigueur.

Avant toute utilisation, l'entreprise doit communiquer au Maître d'ouvrage ou son représentant les procès-verbaux de contrôle de ces engins et justifier des contrats d'assurance et notices d'entretien en cours de validité.

Chaque personne amenée à piloter ces engins doit être en possession de son Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (CACES) et d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur laquelle doit être nominative au chantier.

Tout système de levage ou de grutage doit faire l'objet d'une description auprès du Maître d'ouvrage ou son représentant et du CSPS, avant utilisation.

Toutes les vérifications des engins de levage sont à réaliser sur site par un organisme agréé. Une copie des rapports de vérification sera transmise systématiquement au CSPS et à la Maîtrise d'ouvrage.

L'ensemble des résultats de épreuves, des levées de réserves et les vérifications à jour des appareils de levage sera consigné dans le registre sécurité de chaque entreprise. Ce registre sera à disposition sur le chantier et devra être présenté sur toute sollicitation du CSPS et de la Maîtrise d'ouvrage.

La conduite des engins ne pourra se faire que par des employés qualifiés, nommément désignés par l'Entreprise utilisatrice

Chaque entrepreneur est tenu de mettre en place outre les moyens communs, ses propres moyens de levage et de manutention. Ces derniers doivent :

- Être soumis à l'accord du pilote qui vérifie si ces moyens ne font pas obstacle à la bonne organisation de chantier,
- L'entrepreneur se chargera de toutes les demandes d'autorisation administratives,

L'entrepreneur devra prévoir un conducteur habilité par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité de chaque engin utilisé.

3.8.2 - Autres moyens de manutention

3.8.2.1 - Chariots élévateurs

Tous les engins de manutention (Manitou, élévateurs, transpalette, ...) sont à la charge intégrale de l'entreprise utilisatrice.

L'entrepreneur devra prévoir un conducteur expérimenté par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité des visites périodiques de chaque engin utilisé.

3.8.2.2 - Nacelles élévatrices

Elles seront à la charge de l'entreprise utilisatrice, notamment les plateformes bimâts ou nacelles élévatrices qui pourraient s'avérer nécessaires au montage des menuiseries, isolation extérieure, éléments béton préfabriqués,

L'entrepreneur devra prévoir un conducteur expérimenté par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité des visites périodiques de chaque engin utilisé.

3.8.2.3 - Echafaudages

Chaque entreprise doit prévoir l'installation des échafaudages qui lui sont nécessaires.

Toutefois, en fonction des conditions de réalisation de certains travaux, et sous réserves d'un accord entre toutes les entreprises utilisatrices, il pourra être prévu la mise en place et l'utilisation d'échafaudages communs suivants prescriptions du CSPS.

3.8.2.4 - Platelages communs :

Dans les volumes de grande hauteur, la mise en place d'un platelage commun sera assurée par l'entreprise.

L'entreprise assurera la mise en place et la gestion d'un compte interentreprises entre les différents utilisateurs pour :

- La mise en place, la location, le démontage de ces platelages
- Les adaptations nécessaires en cours
- L'entretien et la maintenance de ceux-ci

3.9 - Réseaux de chantier

3.9.1 - Dispositions générales

L'entreprise titulaire du marché réalisera au titre de son marché, tous les branchements et raccordements provisoires nécessaires à la base vie et notamment à l'installation de chantier.

Elle fera son affaire, auprès des services compétents, de toutes les démarches, autorisations et/ou autres servitudes ayant trait au chantier.

Elle fera au titre de son marché notamment établir les branchements et les réseaux de canalisations d'eau, d'assainissement, d'électricité, de téléphone et Internet correspondants aux besoins du chantier, des cantonnements et bureaux de chantier.

A la fin des travaux, elle procédera, sur instruction de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant, au titre de son marché, à la démolition et à l'enlèvement de tous les ouvrages de branchements et des canalisations de toute nature réalisés pour les besoins des installations communes de chantier sur la totalité des emprises du chantier.

3.9.1.1 - Coffrets et alimentation de chantier :

L'entreprise titulaire du marché réalisera au titre de son marché les prestations suivantes :

- Les démarches administratives des services techniques du CENTRE HOSPITALIER pour l'obtention d'un branchement HT
- L'étude complète de l'installation (plans d'exécution, bilan de puissance, méthodologie, ...)
- La mise en place d'une armoire générale, dite TGBT de chantier, avec comptages et disjoncteur différentiel dont le tableau général de distribution électrique comportera suffisamment de départs afin d'alimenter de façon indépendante chaque partie du chantier (éclairage, coffret de chantier, outillage et éclairage de chantier...).
- La mise en place d'un réseau par câble U1000 R2V de section appropriée et alimentant les installations de la base-vie (cantonnements, bureaux, aire de stockage et de travail, ...), y compris les tranchées et fourreaux nécessaires
- La mise d'un réseau pour alimenter les installations mise en place au titre de la logistique générale.
- La mise en place des coffrets de chantier conformes à la réglementation. Chaque coffret doit être équipé d'un organe de coupure générale accessible à tout moment au personnel du chantier.
- La dépose et l'évacuation en fin de chantier de l'ensemble des installations mise en place par ses soins.
- La vérification de l'installation par un organisme agréé.

L'entreprise titulaire du marché portera les prestations suivantes :

- Abonnement et consommation
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble de ces réseaux (HT et BT), comprenant la fourniture des ampoules/fluos de rechange.

Ce réseau de distribution sera mis en place à l'avancement de l'entreprise. Sa mise en œuvre devra notamment s'adapter à l'avancement des travaux afin d'assurer l'alimentation des postes de travail dans les plus brefs délais.

La dépose et l'évacuation des réseaux de distribution et des coffrets de chantier seront assurées en fin de chantier par l'entreprise au titre de son marché. Cette dépose comprend aussi les fixations, le rebouchage de leurs percements et des réservations spécifiques avant exécution des prestations de finitions. L'ensemble des reprises des finitions qui seraient nécessaires après dépose des réseaux (enduit, peinture, sol, carrelage, plafond, ...) est à la charge de chaque corps d'état au titre de son marché.

Les entreprises ayant des besoins particuliers en force, éclairage ou chauffage, (atelier de soudage, magasins, containers, bimâts pour les façades, aérothermes provisoires de préchauffage, etc...) pourront demander directement des alimentations particulières au maître d'ouvrage qui répondra sous réserve de faisabilité. Les frais afférents à ces alimentations particulières (mise en œuvre, entretien et dépose) sont à la charge du demandeur

La dépose de chacune des installations en propre revient à l'entreprise les ayant installées.

3.9.1.2 - Eclairage

Par principe, au titre de la logistique générale de chantier, l'entreprise titulaire du marché met en œuvre l'ensemble de l'éclairage général de la base vie intérieur et extérieur et zone chantier.

Eclairage intérieur :

Un éclairage de chantier à l'aide de luminaires basse consommation (fluo compact LUMAPHORE CFL ou LED type LUMAPHORE LED 400 XL par exemple) ou de guirlandes à LED ainsi qu'un balisage par blocs autonomes (type 45 lumens 1 h de degré IP 667), permettant l'évacuation du personnel, est mis en place par l'entreprise générale au titre de son marché dans l'ensemble des circulations, des cages d'escaliers et des locaux aveugles, conformément à la réglementation en vigueur, et, notamment, respectant les valeurs minimales prévus à l'article R4223-4 du code du travail :

LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL et leurs dépendances	VALEURS MINIMALES d'éclairage
Locaux de réunions, vestiaires, sanitaires	200 lux

Au titre de son marché, le marché assurera les prestations suivantes :

- La fourniture et la mise en place des appareils (luminaires et bloc secours).
- Le réseau d'alimentation de ces éclairages et leur raccordement sur l'armoire générale
- Les adaptations des réseaux nécessaires à l'avancement des travaux.
- La maintenance et l'entretien du réseau d'éclairage

L'entreprise titulaire du marché portera au compte prorata les prestations suivantes :

- Abonnement et consommation
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble de ces réseaux (HT et BT), comprenant la fourniture des ampoules/fluos de rechange.

La dépose et l'évacuation des réseaux de distribution du réseau d'éclairage sera assurée en fin de chantier par l'entreprise au titre de son marché. Cette dépose comprend aussi les fixations et le rebouchage de leurs percements et des réservations spécifiques avant exécution des prestations de finitions. L'ensemble des reprises des finitions qui seraient nécessaires après dépose des réseaux (enduit, peinture, sol, carrelage, plafond, ...) est à la charge de l'entreprise.

Nota : en dehors des locaux aveugle, il n'est pas prévu d'éclairage général des zones de travaux, l'éclairage des postes de travail est à la charge de l'entreprise.

Eclairage extérieur :

Un éclairage extérieur à l'aide de lampes à basse consommation (type fluo compact ou LED sera mis en place afin d'éviter toutes zones d'ombre dans les cheminements jusqu'aux accès du chantier et dans la base vie conformément à la réglementation en vigueur, et, notamment, respectant les valeurs minimales prévus à l'article R4223-4 du code du travail :

ESPACES EXTERIEURS	VALEURS MINIMALES d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	40 lux

L'entreprise devra au titre de son marché la mise en œuvre (installation, maintien en l'état, dépose et évacuation) de l'éclairage extérieur :

- Sur la périphérie des clôtures de la parcelle, un éclairage fixé des poteaux provisoires éclairant les différentes pistes, aires de livraison et accès de chantier.
- Les adaptations et compléments nécessaires au cours de l'évolution du chantier.
- L'entretien et la maintenance de ces installations (y compris fourniture et remplacement des ampoules).

L'entreprise titulaire du marché portera au compte prorata les prestations suivantes :

- Abonnement et consommation

3.9.2 - Alimentation en eau :

L'entreprise titulaire réalisera, au titre de son marché, un (des) branchement(s) d'eau sur le réseau AEP existant comme suit :

- Pour la base-vie provisoire : réserve d'eau, pas de raccordement possible.

3.9.3 - Réseaux d'évacuation :

L'assainissement du chantier, c'est à dire notamment l'évacuation des eaux pluviales et usées, doit être effectué dans les conditions réglementaires.

Les réseaux d'évacuation à mettre en œuvre par l'entreprise, en sus de ceux-ci propres aux bases-vies concernent :

- Le recueil et l'évacuation des eaux pluviales
- Les évacuations des sanitaires de chantier

3.9.3.1 - Assainissement

L'assainissement du chantier, c'est à dire notamment l'évacuation des eaux pluviales et usées, doit être effectué dans les conditions réglementaires. Les dispositions nécessaires doivent être soumises à l'approbation du Maître d'ouvrage.

Il est bien précisé qu'aucune eau chargée ne peut être déversée dans les égouts sans passer par un bac de décantation qui sera installé et entretenu par l'entreprise titulaire du marché

Si malgré cela, des dépôts se produisent dans les canalisations, la Maîtrise d'ouvrage peut prendre toute mesure qu'il juge nécessaire au frais du marché.

La mise en œuvre des réseaux d'évacuation des EU de la totalité des installations de chantier comprenant les branchements provisoires et les relevages vers le réseau public existant, compris entretien, déplacements, déposes et évacuation en fin d'opération seront exécutés par et à la charge des travaux.

3.9.4 - Air comprimé

Sans objet

3.9.5 - Téléphone et Internet

L'entreprise devra prévoir dans ses prestations d'installation de chantier d'équiper la base vie en internet afin d'assurer une connexion de bonne qualité.

3.10 - Déchets – nettoyage –aires de lavage

La propreté du chantier est un élément fondamental de SECURITE et de PRODUCTIVITE, c'est pourquoi cette tâche, obligation de l'entreprise et de ses sous-traitants, sera particulièrement contrôlée par la Maîtrise d'ouvrage, son représentant ou le CSPS.

Pour être efficace, la tâche propreté est indissociable de celle d'évacuation des déchets, gravois, emballages, ... Cette évacuation doit être journalière dans les zones de travail et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé.

Le chantier et ses abords devront être également maintenus en permanence dans un état de propreté irréprochable.

Les gravats et déchets de chantier seront collectés et évacués par des bennes selon les modalités du tri sélectif conformément à la charte de chantier à faibles nuisances.

L'ensemble des moyens sera mis en œuvre par l'entreprise et supervisé par son équipe logistique.

3.10.1 - Principe général :

Pour la collecte des déchets et gravois de chantier les principes suivants seront appliqués :

- Chaque entreprise doit nettoyer ses postes de travail et évacuer ses déchets et emballages jusqu'aux zones des bennes dans les containers de stockage prévus à cet effet.
- Fourniture et mise en place par l'entreprise à l'intérieur des bâtiments de containers roulants en plastique de 700 litres environ destinés au recueil des déchets en toutes zones et de retourneur pour le chargement des bennes. Ces containers seront de différentes couleurs en fonction du type de déchets à recueillir. Leur répartition sera faite sur la base 2 ensembles de container.
- Chaque entreprise assurera l'évacuation de ses DIS et assurera le suivi des bordereaux (BSD) de l'évacuation et de leur traitement (mise en décharge, valorisation, ...).
- Les gravats et déchets de chantier seront collectés et évacués par des bennes selon les modalités du tri sélectif.
- Une aire sera disposée dans la zone dite de chantier et l'emplacement sera adapté au phasage de l'opération.

En cas d'intempéries et dans le but d'éviter la dégradation par l'eau de matériaux valorisables, le bâchage des bennes sera assuré. Ce bâchage sera systématique chaque soir, le WE et les Jours Fériés.

Les bennes pleines sont bâchées et évacuées dès qu'elles sont remplies, aucun trop plein ne sera toléré.

Le stockage de déchets ou gravats hors des bennes dans l'enceinte du site est interdit. Les bennes doivent être vidées dans des décharges agréées pour le type de déchets qu'elles contiennent.

3.10.2 - Evacuation des déchets :

3.10.2.1 - Déchets industriel banaux (DIB)

Les prestations réalisées par l'entreprise au titre de son marché sont les suivantes :

- Fourniture et mise en place par l'entreprise à l'intérieur du bâtiment de containers roulants en plastique de 700 litres environ destinés au recueil des déchets en toutes zones et de retourneur pour le chargement des bennes. Ces containers seront de différentes couleurs en fonction du type de déchets à recueillir.
- Mise en place, location, raccordement, ... de retourneurs de chargement des bennes à déchets pour les containers de collecte
- Mise en œuvre de zones de tri sélectif, avec pour chaque zone :
 - 1 benne déchets industriels banals
 - 1 benne à déchets inertes,
 - 1 benne bois et palettes papier, cartons, emballages,
 - Le nombre de zone de bennes à prévoir à minima est de 2,
- La mise en œuvre d'un ensemble de bennes à ordures ménagères permettant le tri sélectif sera de plus mise en place à proximité des cantonnements.
- La signalétique de repérage des différentes bennes selon les modalités du tri sélectif
- Retrait, évacuation en fin de chantier et remise en état des zones de bennes à déchets

Les types de bennes et leur nombre pourront évoluer en fonction de l'avancement des travaux et des décisions du comité de gestion du compte prorata.

3.10.2.2 - Déchets industriel spéciaux (DIS)

Les déchets contenant ou ayant dans leur composition des produits toxiques ou dangereux (hydrocarbures, peintures, solvants, colles, tubes fluo, cartouches de mastic, ..., etc.) ne peuvent être déposés dans les bennes à gravats. Ils devront recevoir obligatoirement un traitement approprié, sous la responsabilité de l'Entreprise utilisatrice qui en assure le suivi.

Les entreprises doivent prendre toutes les dispositions empêchant toute pollution atmosphérique ou de nappe phréatique ainsi que toute précaution visant à la prévention de l'environnement.

3.10.3 - Nettoyage extérieur :

Les voies, aire de base vie, cheminement piéton, aires de stockage devront faire l'objet d'un entretien et d'un nettoyage constant suivant l'appréciation du Maître d'Ouvrage, de son représentant et CSPS.

3.10.4 - Nettoyage intérieur :

A l'intérieur de la zone des travaux, les nettoyages au balai sont proscrits car ils engendrent une diffusion de la poussière. Toutes les entreprises devront donc réaliser leur nettoyage par aspiration et ce pendant toute la durée de l'opération. Le nettoyage est à charge de l'entreprise et de ses sous-traitants.

Les nettoyages intérieurs devront être assurés de la façon suivante :

- Nettoyage quotidien des zones de travail et circulations avoisinantes intérieures par chaque entreprise en action dans les différentes zones de travail.

- Nettoyage quotidien des postes de travail par chaque entreprise et, ce, en application du code du travail, les déchets (chutes, emballage, ...) étant collecté par chaque entreprise jusqu'au container ou aux bennes mises à disposition.

En cas de défaillance ou d'insuffisance des nettoyages complémentaires pourront être demandé et exécuté aux frais et risques du défaillant par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant, ou porté au compte interentreprises si le défaillant n'est pas identifié.

Les frais de nettoyage quotidien seront pris en compte par l'entreprise titulaire.

3.10.5 - Nettoyages spécifiques :

Ces nettoyages seront réalisés par et aux frais de l'entreprise.

Certains nettoyages dits de "parachèvement" définis ci-dessous devront être réalisés quelle que soit l'origine des salissures rencontrées suivant instructions de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant :

- Après exécution des enduits (plâtre et ciment) dans les locaux concernés.
- Après exécution des cloisons sèches et des travaux de plâtrerie dans les locaux concernés.
- Après revêtements intérieurs (murs et sols) en pierre dans les zones et locaux concernés
- Avant et après le revêtement de sols collés, y compris caniveaux techniques, dans les locaux concernés
- Avant et après travaux de peintures y compris vitrerie et miroiterie intérieure dans les locaux concernés
- Après travaux d'aménagement, menuiseries vitrées, cloisons démontables dans les locaux concernés
- Des locaux techniques à compter de la date de prise en possession par l'entrepreneur d'équipement et jusqu'à la réception.

Dans le cas de locaux à destination technique, intéressant plusieurs corps d'état, une répartition pourra être établie entre les intéressés.

3.10.6 - Nettoyage complémentaire :

Ces nettoyages pourront être demandés par la maîtrise d'ouvrage et ou son représentant et seront exécutés par et aux frais du marché.

Dans le cas où les nettoyages décrits ci-dessus seraient jugés insuffisants par le maître d'ouvrage, celle-ci demandera qu'il soit procédé à des nettoyages complémentaires.

3.10.7 - Nettoyage de fin de chantier

3 phases de nettoyage de fin de chantier sont distinguées :

- Le nettoyage précédant les Opérations Préalables à la Réception ;
- Le nettoyage de Réception à réaliser la veille ;
- Le nettoyage à la mise à disposition des locaux.

Pour chacune de ces 3 phases, les nettoyages comprennent un nettoyage préalable par chaque entreprise de ses ouvrages avec évacuation de ses gravats, protections provisoires, chutes de matériaux, emballages, etc..., puis un nettoyage final soigné et général des locaux réalisé au titre de son marché par l'entreprise.

Notamment, chaque entreprise intervenant dans le cadre des levées de réserves sera tenue de procéder à son propre nettoyage avant le nettoyage final réalisé par l'entreprise.

Ces différents nettoyages devront être réalisés en respectant les notices d'utilisation et d'entretien des matériaux mis en œuvre dans la construction.

L'entreprise procédera, au titre de son marché, au nettoyage final soigné de ses matériels et installations techniques implantés dans les locaux et gaines techniques, dans les vides sanitaires, dans les vides de construction et sur les terrasses, en faisant appel, en tant que de besoin, à des sociétés extérieures spécialisées.

Le nettoyage final soigné des ouvrages des terrasses et de façades (y compris vêtues et passerelles techniques) sera assuré, au titre de leurs marchés respectifs, par les titulaires des corps d'état concernés.

3.11 - Dispositions provisoires

3.11.1 - Gestion des clefs / Fermeture provisoire des locaux

Sans objet

3.12 - Point divers :

3.12.1 - EPI pour l'équipe de MOA, BCT et visiteurs, ...

Sans objet